

13^{ème} Dialogue régional sur les forêts, la gouvernance et le changement climatique :
L'Harmonisation des politiques relatives à la tenure et aux ressources dans les paysages en évolution
d'Afrique de l'Ouest et Centrale
Yaoundé, Cameroun
7 Mars 2012
Propos de clôture
Andy White, Coordinateur, RRI

Je voudrais tout d'abord remercier nos hôtes, le gouvernement et le peuple camerounais, et notamment le Ministère des Forêts et de la Faune, particulièrement en la personne de Monsieur le Ministre Ngole. Partager cette semaine avec vous a été un réel plaisir et nous sommes tous reconnaissants de votre hospitalité et de votre accueil. Je souhaite également remercier la COMIFAC, qui remplit un rôle important dans la promotion de la cohérence des politiques dans la région, tâche nouvellement reconnue par cette conférence comme essentielle et urgente.

Mes remerciements vont également à l'UICN, en particulier à Anny et Chantal. Elles ont tenu la ligne de front dans l'organisation de cette conférence et nous pouvons tous apprécier le défi que représente la coordination entre RRI, le Ministère, la COMIFAC et le Palais des Congrès, ainsi qu'avec vous tous, venus d'une vingtaine de pays. Merci donc à Anny et Chantal. Nous savons que ceci n'a pas été facile.

Enfin, merci à vous tous qui êtes venus des quatre coins de la région et d'Afrique. Vous avez fait la richesse de cette discussion. Et je voudrais remercier particulièrement les représentants des ministères chargés des territoires et des activités minières, pour avoir démontré bien du courage et de la tolérance en venant passer près d'une semaine au milieu de notre foule forestière. Je pense que nous avons fait un pas important vers l'intégration des préoccupations, des intérêts et des risques exprimés par ces différents secteurs, et que nous avons pris tous ensemble le parti de nous assurer que ces politiques sectorielles soient fondées sur les droits des citoyens.

Je voudrais partager avec vous ce que je pense avoir appris ces trois derniers jours. Et j'essaierai de respecter les normes que nous avons imposées à tous les groupes de travail : pas plus de cinq recommandations, et pas plus de cinq minutes d'intervention.

Ma première conclusion est que l'Afrique se trouve à un moment charnière sur la question « à qui appartient la terre ? » et, par extension, « à qui appartient l'Afrique ? ». L'octroi de droits fonciers se fait très rapidement, il a des impacts à long terme et, dans la plupart des cas, il est pratiquement irréversible. Nous sommes en train de comprendre que, lorsqu'un gouvernement octroie des terrains à un grand investisseur, ceci transforme le territoire et les personnes, et qu'il est très difficile de revenir en arrière. C'est pourquoi les gouvernements devraient agir avec un soin et une prudence extrêmes.

Nous avons également compris que les nouvelles pressions exercées par les infrastructures et les industries minière, agroalimentaire, d'huile de palme et de biocombustibles se produisent simultanément, et c'est un défi écrasant pour les populations locales qui tentent de protéger leurs

droits. Nos discussions ont clairement établi qu'à défaut de reconnaissance des droits locaux, de transparence dans les transactions et les décisions, et de mécanismes pour engager la responsabilité des gouvernements et des investisseurs, on assiste à un nivellement par le bas : les investisseurs peu scrupuleux trouveront toujours le maillon faible à exploiter, c'est à dire le pays ayant la gouvernance la moins solide. Le moment est donc venu pour les pays africains de décider quel type de pays ils souhaitent devenir.

Ma deuxième conclusion de cette semaine est que nos institutions forestières ne sont pas des moteurs de changement. Notre système de ministères des forêts, remontant jusqu'aux sections forestières de la FAO et de la Banque mondiale, et même notre ensemble d'ONG environnementales –oui, RRI comprise– ne sont pas des moteurs de changement, du moins pas de la nature et à l'allure requises. Nous sommes très conservateurs et plus protecteurs du passé que capables d'aborder l'avenir.

Les systèmes naturels s'adaptent et évoluent en permanence, mais pas les nôtres. Le climat change, le marché change, le savoir, les besoins et les attentes de nos citoyens changent, mais nous continuons avec les mêmes institutions et les mêmes modèles de développement que nous utilisons depuis une bonne centaine d'années. Et ceci est vrai même pour les pays développés. Dans mon pays, les États-Unis, nous avons récemment fêté le 100^{ème} anniversaire du Service des forêts, et alors que les forêts meurent et brûlent du fait du changement climatique, l'agence des forêts se demande encore si elle doit modifier son mode de fonctionnement. Nos institutions sont d'une autre époque.

Nos institutions forestières résistent au changement et à l'urgence, et tentent d'employer les mêmes modèles qui nous ont conduits dans cette crise pour nous en faire sortir, en ajustant des petits détails en marge plutôt que d'effectuer les changements fondamentaux nécessaires. Je pense que cette conférence et vos recommandations véhiculent le type de pensée nouvelle dont nous avons besoin, mais je pense aussi que ce n'est qu'un début. Il nous reste beaucoup à faire.

Ma troisième conclusion est donc que nous devons repenser les fondements de nos institutions chargées de la propriété et de la gestion de nos ressources naturelles. Notre répertoire actuel d'organisations n'est pas en mesure d'apporter le changement dont nos populations et nos forêts ont besoin.

Ma quatrième conclusion de cette semaine est que, quelle que soit notre action en termes de modernisation de nos institutions, ces réformes doivent être fondées sur les droits humains, civils et politiques de nos citoyens. Voilà ce qui doit passer en premier. Les exemples évoqués au cours de la semaine ont montré qu'une coordination renforcée entre ministères chargés de l'industrie minière, des forêts et de la gestion du territoire peut contribuer au changement et constitue une bonne étape à franchir, mais n'aura aucun succès si elle n'est pas fondée sur le respect des droits et cultures de nos citoyens.

Je voudrais ici remercier Samuel Nguiffo de la CED et l'UNESCO, pour avoir donné un visage humain à notre réunion avec la projection du film sur le Baka, hier soir. Je pense que nous étions tous consternés

et choqués par ce que nous avons vu. La destruction systématique de vies humaines, mais surtout d'une culture et des propriétaires légitimes de la forêt, constitue une tragédie à grande échelle du point de vue des droits de l'homme, et une démonstration honteuse de notre échec en tant que secteur à protéger nos communautés. Rien ne doit être plus important pour les gouvernements et les organisations de développement que protéger leurs populations. Mais dans le secteur forestier, nous avons échoué à cette tâche fondamentale, et nous persistons dans notre échec. Nous devons tous faire beaucoup mieux.

Ma cinquième et dernière conclusion est que nous devons tous réussir à canaliser l'immense flux d'investissements privés projetés dans nos zones de forêt pour qu'ils nous aident à aborder et à résoudre notre crise foncière et de gouvernance. RRI vient tout juste de conclure une nouvelle étude établissant qu'il existe au moins 18 milliards de dollars américains d'investissements prévus dans les secteurs de l'agro-industrie, de l'exploitation forestière, de l'industrie minière et des infrastructures – et déjà près de 10 millions d'hectares de terrains forestiers cédés en concession rien qu'au Cameroun. Ces mines, ces chemins de fer et ces plantations vont sans doute transformer nos forêts et nos peuples, mais pas nécessairement les détruire.

Les gouvernements veulent et nécessitent des revenus, et les populations locales veulent et ont besoin d'emplois, d'écoles et d'hôpitaux, et l'investissement peut être une opportunité au lieu d'une menace. Nous devons décider comment modeler et guider ces investissements de façon à ce qu'ils contribuent à la sauvegarde de nos forêts et de nos communautés. Ces investissements doivent promouvoir de nouveaux modèles d'entreprise et de développement, qui respectent les droits humains et les droits fonciers locaux tout en produisant un développement économique et social rationnel. C'est l'occasion de dépasser et de corriger quelques-uns de nos modèles échoués.

Tous ces investisseurs assument d'énormes risques financiers, et ils perdront de grandes sommes d'argent si les populations locales ne soutiennent pas leurs projets. Ils ont tout intérêt à réduire ces risques et nous devons en faire nos alliés, obtenir qu'ils se joignent à notre cause. Ils ont le pouvoir et l'argent pour faire avancer les réformes foncières dont nous avons besoin, et nous ne réussirons que lorsque nous parviendrons à les mobiliser et à maîtriser leurs intérêts.

Telles sont mes conclusions personnelles à la fin de cette semaine.

J'ai eu grand plaisir à me trouver parmi vous, et j'apprécie votre dévouement sur cette question et votre travail pour susciter le changement qu'il nous faut. Merci à tous d'avoir quitté vos foyers pour passer la semaine ici avec nous. Je vous souhaite à tous un bon retour dans vos pays.

Merci.